



Pouvoir d'achat : une négociation urgente réclamée à la direction

Depuis avril, l'UNSA réclame une négociation sur la prise en charge des frais de carburant. Face à une fin de non-recevoir, nous avons choisi d'interpeller directement Damien Cléris, notre Président du Directoire. Voici notre courrier, dans son intégralité.

À M. Damien CLÉRIS, Président du Directoire — CEGEE

Strasbourg, le 14 septembre 2026

OBJET

Demande d'ouverture urgente d'une négociation sur le pouvoir d'achat et la prise en charge des frais de carburant

Monsieur le Président,

Au nom de notre organisation syndicale, l'UNSA Caisse d'Épargne, nous tenons tout d'abord à vous souhaiter la bienvenue à la tête de la Caisse d'Épargne Grand Est Europe.

Votre prise de fonction intervient dans une période clé pour notre entreprise, dont les solides résultats financiers à la fin de l'exercice 2025 témoignent de la performance collective et de l'engagement de l'ensemble des collaborateurs.

C'est précisément au regard de ces résultats remarquables que nous souhaitons porter à votre attention un sujet majeur pour le quotidien des salariés : l'impact de la hausse durable des prix des carburants sur leur pouvoir d'achat.

En avril dernier, nous avons exposé en Comité Social et Économique les vives inquiétudes des salariés de l'entreprise face aux tensions géopolitiques et à la crise au Moyen-Orient, dont les répercussions directes sur le prix à la pompe pesaient déjà lourdement sur les budgets des ménages. Nous avons alors formulé une demande claire : l'ouverture d'une négociation spécifique dédiée à cette problématique, afin que la direction adopte une posture protectrice, sociale et engagée, vis-à-vis de ses collaborateurs, tant pour leurs trajets domicile-travail quotidiens que pour la période des congés d'été.

Malheureusement, la direction d'alors y avait opposé une fin de non-recevoir, laissant les salariés seuls face à ces charges croissantes.

Depuis, la situation géopolitique s'est encore dégradée et la hausse des prix des carburants s'est poursuivie. Ce qui n'était au printemps qu'un risque identifié constitue désormais une contrainte financière importante pour une grande majorité des salariés, du réseau comme des sites administratifs, contraints d'utiliser leur véhicule personnel pour exercer leur activité.

Il nous semble particulièrement juste et légitime que les fruits de la très bonne santé financière de la Caisse d'Épargne Grand Est Europe permettent d'amortir cette crise pour celles et ceux qui contribuent chaque jour aux résultats de l'entreprise. Accorder un soutien ciblé aux déplacements ne constituerait pas seulement un geste fort d'équité sociale ; ce serait également un signal de reconnaissance puissant adressé aux équipes.

Votre arrivée à la présidence du Directoire offre l'opportunité d'impulser une nouvelle dynamique dans le dialogue social de notre caisse régionale. C'est pourquoi nous sollicitons l'ouverture rapide d'une négociation afin d'élaborer ensemble des mesures concrètes et adaptées : mise en place d'une prime de transport, revalorisation des indemnités ou tout autre dispositif d'accompagnement.

Sûrs de l'attention que vous porterez à la situation concrète des salariés, nous restons à votre entière disposition pour échanger sur ce sujet et vous prions d'agréer, Monsieur le Président du Directoire, l'expression de nos salutations respectueuses.

Cathy BALD

Déléguée Syndicale Centrale — UNSA Caisse d'Épargne Grand Est Europe

Vos élus UNSA restent à votre écoute et vous tiendront informés des suites données à cette démarche.